

Doc. 8. 5 avril 1989. Télégramme de l'ambassade : « Mission du Conseil économique et social »

RYRYRY PKIN 559
UU XX

717

TD PEKIN 1323

LE 5 AVRIL 1989

URGENT

CHIFFRE

NB : FICHE TELEGRAPHIQUE

AD DIPLOMATIE 1323

CQ DREE 449

CQ FSLT HONG KONG 76

TXT

OBJET : MISSION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

LE PROGRAMME PREPARE PAR LA CONFERENCE CONSULTATIVE A
L'INTENTION DE LA DELEGATION CONDUITE PAR M.PINET SE PRESENTE DE
LA MANIERE SUIVANTE :

MERCREDI 12 AVRIL :

06H45 : ARRIVEE PAR VOL SK 995, HEBERGEMENT A LA
RESIDENCE DES HOTES OFFICIELS DIAOYUTAI.

14H00 : MINISTERE DE L'AGRICULTURE, EXPOSE SUR LES
BESOINS D'EQUIPEMENT ET DE COOPERATION DE LA CHINE DANS LE DOMAINE
AGRICOLE, (PAR M.SONG SHUYOU, DIRECTEUR DE L'EQUIPEMENT).

13 AVRIL :

09H45 : MOFERT, EXPOSE SUR LA POLITIQUE CHINOISE A
L'EXPORTATION ET A L'IMPORTATION, INTEGRATION DE LA CHINE AU GATT,
INVESTISSEMENTS ETRANGERS (M. LIU XIANGDONG, PORTE PAROLE DU
MOFERT).

14H30 : CITIC, ENTRETIEN AVEC M. HAN JIXING, ASSISTANT
DU DIRECTEUR GENERAL.

14 AVRIL :

09H00 : COMMISSION DE REFORME DU SYSTEME ECONOMIQUE,
EXPOSE SUR LES GRANDES ORIENTATIONS DE LA REFORME EN 1989,
.../...

PAGE DEUX

POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT RURAL, (M. SONG PINGMING, DIRECTEUR DE L'INFORMATION).

19 : 00 : DINER OFFERT PAR L'AMBASSADEUR A LA RESIDENCE.

15 AVRIL :

09H00 : BANQUE DE CHINE, CONTROLE DES CHANGES.

14H00 : BANQUE DE CHINE, POLITIQUE DE CREDIT.

17H00 : ENTRETIEN AVEC M. GU MU, CONSEILLER D'ETAT.

18H30 : DINER OFFERT PAR M. GU MU.

16 AVRIL : ACTIVITES LIBRES, VISITES TOURISTIQUES.

17 AVRIL :

09H00 : CCPIT, ENTRETIEN AVEC M. WANG SHOUMAO, VICE-PDT.

14H00 : COMMISSION DU PLAN, EXPOSE SUR LE PLAN 1989 ET LES PERSPECTIVES DU 8 EME PLAN QUINQUENNAL, 1991-1995.

18H10 : DEPART POUR DALIAN .

18 AVRIL : DALIAN, RETOUR A PEKIN DANS LA SOIREE.

20 - 22 AVRIL : CHONGQING.

23 - 26 AVRIL : CANTON.

27 AVRIL, 10H20 : DEPART POUR HONG KONG PAR TRAIN NO 93.

LE DETAIL DES ACTIVITES EN PROVINCE SERA PRECISE ULTERIEUREMENT PAR LA CCPPC. DES REUNIONS DE TRAVAIL AVEC LE SERVICES DE L'AMBASSADE ET LA COMMUNAUTE FRANCAISE D'AFFAIRES POURRONT EGALEMENT S'INTERCALER ENTRE LES ENTRETIENS OFFICIELS A PEKIN .(JM).051650./.

MALO

Doc. 9. 17 avril 1989. Dépêche de l'ambassade : « Quel modèle politique pour la Chine : le débat sur le « néo-autoritarisme »

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
—
AMBASSADE DE FRANCE
EN
CHINE
—

PÉKIN, LE 17 AVRIL 1989

N° : 736/AS

L'Ambassadeur de France en Chine
à
Monsieur le Ministre d'Etat
Ministre des Affaires Etrangères
- Direction ASIE-OCEANIE -

A/S : Quel modèle politique pour la Chine : le débat sur le "néo-autoritarisme".

Mots-clés : politique intérieure, institutions.

「下面是无政府主义
上面是无主义政府」

"En bas, c'est l'anarchie, en haut, c'est un gouvernement sans idéal".
Jeu de mots populaire.

La Chine doit-elle suivre la voie tracée par les "dragons" d'Extrême-Orient? La question ne paraît pas nouvelle s'agissant du modèle économique représenté par Taiwan, Singapour ou la Corée du Sud, où la Chine, dans le cadre de sa politique d'ouverture et de modernisation, reconnaît sans complexe chercher une partie de son inspiration. Jamais en revanche on n'avait imaginé à Pékin que la modernisation politique du pays puisse s'inspirer des régimes autoritaires qui, dans ces différents

.../...

-2-

pays, ont mené à bien le décollage économique avant d'amorcer un processus de démocratisation. C'est pourtant ce qu'a proposé il y a quelques mois WU JIAXIANG, jeune économiste d'un organe de recherches dépendant du Comité Central et auteur d'un livre consacré à "DENG XIAOPING, théorie et pratique" paru l'an dernier. Cette dépêche a pour objet de rendre compte du débat qui se poursuit aujourd'hui dans les cercles intellectuels sur ce qu'il est convenu d'appeler le "néo-autoritarisme".

1/ Despotisme éclairé ou démocratisation progressive?

Selon la définition donnée par WU JIAXIANG, le concept de néo-autoritarisme recouvre un pouvoir autocratique régnant sur une économie libre. En l'absence de tradition démocratique, la Chine devrait se mettre entre les mains d'un homme fort qui, entouré de conseillers éclairés, serait responsable et garant du programme de modernisation, cependant que le peuple, acteur de l'économie de marché, n'aurait d'autre choix que de se conformer strictement aux choix effectués au sommet. Se fondant sur l'expérience du Japon de Meiji et des "dragons" asiatiques, les partisans du néo-autoritarisme soutiennent que, les conditions n'étant pas mûres aujourd'hui pour l'éclosion de la démocratie en Chine, le passage par une phase autoritaire est la "voie express", via l'économie de marché, vers un système démocratique. Selon l'expression de WU JIAXIANG, "avant le mariage de la liberté et de la démocratie, il faut passer par le flirt de la dictature et de la liberté. Si l'on dit que la démocratie est la compagne pour la vie de la liberté, on peut dire que la dictature est l'amante de la liberté avant son mariage".

Ce concept, on le voit, ne fait aucune place aux fondements idéologiques d'un régime socialiste. Le pouvoir du leader n'est justifié que par l'objectif de modernisation, et non par le dogme de la dictature du prolétariat ou la "dictature démocratique du peuple", l'un des quatre principes fondamentaux du régime chinois.

.../...

-3-

A en juger par leurs interventions publiées dans la presse, les adversaires du néo-autoritarisme paraissent plus nombreux que ses partisans. Certains motivent leur rejet par le risque de régression politique que représente à leurs yeux un pouvoir personnel dont la Chine a trop souffert dans le passé récent. Le juriste YU HAOCHEUNG estime pour sa part que substituer de nouveau un pouvoir autocratique au règne, même imparfait de la loi, serait un "retour au féodalisme". Pour YU, le climat actuel d'anarchie et de désordre provient non d'une perte d'autorité, mais d'un manque de démocratie, celle-ci pouvant seule assurer la stabilité, contrairement à ce qu'imaginent, selon lui, certains dirigeants qui redoutent les effets déstabilisateurs de la réforme politique.

D'autres estiment que rien ne garantit que bon usage serait fait d'un pouvoir fort par une direction qui pourrait notamment se détourner, sans contre-pouvoir possible, de l'objectif de libéralisation économique. ZHANG XIANYANG, chercheur à l'Institut du marxisme-léninisme et de la pensée MAO ZEDONG de l'Académie des Sciences Sociales exclu du Parti en août 1987 pour "libéralisme bourgeois", s'exclame ainsi : "Pourquoi aller chercher un nouvel autoritarisme! Nous l'avons depuis longtemps. MAO ZEDONG était non seulement un homme fort, mais le plus fort de toute notre histoire, et où est la modernisation, où est la stabilité du pays?" Conscient du problème, WU JIAXIANG reconnaît que personne ne peut garantir qu'un néo-autoritarisme ne ramènerait pas aux vieilles ornières, si ce n'est la gravité de la crise sociale, qu'un retour à la dictature ancien modèle aggraverait au point d'imposer naturellement un despotisme éclairé. Inutile de souligner que ce raisonnement est jugé faible par nombre de ses détracteurs.

D'autres encore jugent que, pour réussir, les processus de libéralisation économique et de démocratisation politique doivent être menés simultanément. C'est d'ailleurs le postulat majeur du programme de réforme politique adopté par le Parti à l'occasion de son 13ème Congrès.

.../...

Doc. 10. 31 août 1989. Dépêche de l'ambassade : « L'enjeu de l'ouverture et de la modernisation »

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AMBASSADE DE FRANCE
EN
CHINE

11939

PÉKIN, LE 31 août 1989

RPC VII 2 1

N° : 1555 /AS

Le Chargé d'affaires de France a.i. en Chine
à
Monsieur le Ministre d'Etat
Ministre des Affaires Etrangères
- Direction Asie-Océanie -

A/S : L'enjeu de l'ouverture et de la modernisation.

Depuis plusieurs semaines, l'on relève dans la presse chinoise en langue anglaise de longs plaidoyers en faveur de la politique d'ouverture et de modernisation. Ses bienfaits pour l'économie locale au cours des dix dernières années sont soulignés avec vigueur. La nécessité de son maintien est réitérée avec force.

Allant à l'encontre du point de vue exprimé par les organes de presse en langue chinoise, qui marque plutôt la réapparition d'une ligne dure et conservatrice et, en conséquence, un repli éventuel de la Chine sur elle-même, cette insistance à présenter et défendre une version libérale ne manque pas de surprendre. Elle suggère à tout le moins des divergences sur la conduite à tenir.

Parmi les articles significatifs de cette tendance, on retiendra en premier lieu celui récemment publié dans le magazine Beijing Review par le Secrétaire général du Parti, M. Jiang Zemin, alors qu'il était encore responsable à Shanghai, sur les inégalités des revenus.

Sur ce thème, M. Jiang s'en prend avec virulence à l'idée égalitaire de la "grande marmite", selon lui, démobilisatrice et dépassée. Si les abus sont certes à condamner, les salaires doivent être modulés selon les responsabilités professionnelles de chacun. Les réformes engagées depuis plusieurs années ont eu pour objet

.../...

- 2 -

d'améliorer la productivité et l'efficacité de l'économie chinoise. Les entreprises d'Etat se doivent d'être compétitives et capables d'affronter la concurrence. La politique des salaires est là pour conforter cette politique. Elle doit récompenser les mérites des meilleurs et notamment ceux des intellectuels.

Deux articles du China Daily ont également fait, lors de ces derniers jours, l'apologie de l'ouverture, l'un de cinq colonnes consacré aux apports que les contacts économiques internationaux de la Chine ont permis, notamment en matière de financements, l'autre mettant en évidence, au travers des acquis de la République populaire depuis sa fondation, les résultats brillants obtenus au cours des dix dernières années grâce aux réformes.

Méritent en outre d'être relevées les déclarations d'un représentant du Ministère de l'économie et du commerce extérieur (MOFERT), publiées en première page du China Daily, rappelant que les progrès technologiques réalisés par la Chine étaient dus pour l'essentiel à son ouverture vers le monde extérieur et soulignant le caractère profitable de ces progrès pour le pays.

Plus surprenant encore, l'article publié au sujet de la société Stone. Cette entreprise privée florissante de la Silicon Valley chinoise, a été rendue célèbre par le soutien qu'elle a apporté au mouvement étudiant. Son ancien directeur, M. Wan Runnan, est aujourd'hui à la tête du mouvement des dissidents chinois à l'étranger. L'auteur de l'article précise que non seulement cette société continuera ses activités, mais qu'elle compte, avec l'approbation des autorités locales, les développer dans un futur proche.

Ces éléments ne seraient qu'anecdotiques s'ils ne traduisaient les hésitations apparentes de la direction chinoise sur la politique économique à suivre. Bien que les instances officielles aient réaffirmé, à plusieurs reprises et ce dès le lendemain des événements, leur volonté de maintenir une politique d'ouverture, les critiques croissantes adressées à l'encontre du "libéralisme bourgeois" et de son promoteur supposé, l'ancien Premier ministre Zhao Ziyang, ont suscité des doutes sur la réalité de son maintien à terme.

Deux courants, au demeurant assez flous, traverseraient actuellement les instances dirigeantes : l'un principalement préoccupé du succès du programme d'austérité en cours visant à maîtriser l'inflation, calmer le jeu économique et éviter les dérapages sociaux; l'autre plus soucieux de préserver les acquis de l'ouverture. La rumeur

.../...

voudrait que la première tendance soit incarnée par le Premier ministre, M. Li Peng, la seconde par le Secrétaire général du Parti, M. Jiang Zemin. Dans ce contexte, les articles en faveur de l'ouverture parus dans une presse surtout destinée à des étrangers reflèteraient les préoccupations de cette dernière faction.

Si l'on rapproche ces signaux en faveur de l'ouverture, de ceux que constituaient déjà la poursuite de la création de zones spéciales, la mise en oeuvre prochaine de marchés ouverts (notamment une bourse des valeurs à Shanghai et un marché de grains en gros à Zhengzhou), les baux de terrains consentis à des sociétés étrangères (dont un à une société américaine à Tianjin) ou encore l'approbation qui vient d'être donnée à un projet d'usine automobile Citroën, la politique de réforme et de modernisation apparaît toujours d'actualité et fortement défendue.

Sans négliger pour autant les conséquences que peut avoir sur la politique économique chinoise, la reprise idéologique actuellement en cours, il apparaît clair que les autorités locales souhaitent maintenir, au moins dans un certain nombre de secteurs, une attitude libérale. Les investissements industriels occidentaux restent à l'évidence les bienvenus; de même, nos interlocuteurs Chinois ne le cachent pas, que les financements concessionnels correspondants.

Il serait sans doute prématuré de considérer ces messages d'ouverture comme une garantie des orientations libérales de l'économie chinoise. Il convient, à tout le moins, d'y voir une option toujours ouverte et, très certainement, une invite appuyée à reprendre des relations normales avec la Chine. (JP.Bourrel)./.

Doc. 11. 4 octobre 1989. Dépêche de l'ambassade : « Symposium sur les échanges extérieurs de la Chine »

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AMBASSADE DE FRANCE
EN
CHINE

PÉKIN, LE

11892

4 octobre 1989

RPC XIX 1

N° : 1824/AS

L'Ambassadeur de France en Chine
à
Monsieur le Ministre d'Etat
Ministre des Affaires Etrangères
- Direction Asie-Océanie -

A/S : Symposium sur les échanges extérieurs de la Chine.

La China International Trust and Investment Corporation (CITIC), principale institution financière chinoise chargée de gérer la "politique d'ouverture", a organisé les 2 et 3 octobre un symposium sur la coopération économique entre la Chine et l'étranger.

En raison du rôle joué par la CITIC, conglomérat au capital de 3 Mds de yuans (0,8 Mds USD), possédant 23 filiales et des intérêts dans plus de 200 entreprises, cette rencontre est surtout apparue comme un moyen de compter les "amis" de la Chine et de renouer avec eux des relations distendues à la suite des événements de Tian An Men.

Placés sous la houlette du Président de la CITIC, M. Rong Yiren, "capitaliste national" au rôle politique et honorifique, les débats, de nature très informelle, ont porté sur la manière de surmonter les obstacles à la coopération entre la Chine et l'étranger. 99 hommes d'affaires étrangers y participaient; 13 pays étaient représentés dont la France.

.../...

Figuraient au nombre des personnalités conviées le Général et ex-secrétaire d'Etat américain Alexander Haig, le Président de la Chambre de commerce sino-américaine, M. Roger Sullivan, et le président de la Fondation économique Chine-Japon, M. Ryoichi Kawaai.

Cette manifestation a été l'occasion pour la partie chinoise de rappeler sa version des récents événements, de réitérer son attachement à une politique d'ouverture et de modernisation et de plaider en faveur d'une reprise des investissements étrangers.

Pour leur part, les participants étrangers ont exprimé, après les louanges convenues sur le retour à la normale en Chine, leur souhait de voir aboutir favorablement la politique d'austérité en cours, soulignant au passage les difficultés nées du manque de disponibilités en devises, de la raréfaction des matières premières et d'une inflation persistante.

M. Sullivan a notamment fait état du temps nécessaire à un réajustement des positions prises par les compagnies étrangères au lendemain du 4 juin, tandis que M. Kawaai, plus optimiste, a évoqué l'assurance d'une aide japonaise si la Chine confirmait sa politique d'ouverture.

De fait, ce colloque aura surtout servi à faire passer le message selon lequel la Chine aspire à une reprise rapide de ses relations économiques avec l'étranger, principalement avec les Etats-Unis et le Japon.

Ce message, particulièrement évident, a été rappelé lors de l'entretien accordé par le Premier ministre, M. Li Peng, à M. Haig, qualifié de "vieil ami du peuple chinois". Furent également soulignées les contributions apportées par MM. Nixon et Kissinger aux relations sino-américaines, ces deux personnalités devant prochainement se rendre en Chine.

La volonté de retrouver la confiance des investisseurs américains était mise en évidence par la présence au même moment en Chine du Président de la firme Coca-Cola, M. John Georgas, invité du gouvernement chinois, et d'un proche parent du Président américain, M. Prescott Bush, venu évaluer le financement de différents projets.

Ce symposium, tout comme la multiplication récente des rencontres à haut niveau entre dirigeants chinois et interlocuteurs américains ou japonais, tend à confirmer le souci de la Chine de voir levées des sanctions qui ont manifestement produit leur effet, en jouant sur les maillons apparemment les plus faibles de la solidarité occidentale. (JP. Bourrel)./.



Doc. 12. 28 décembre 1989. Télégramme de l'ambassade : « Déclarations du Premier ministre Li Peng »

TD PEKIN 5051

28/12/89 17H35

No 9135

DEPART

AMB MC
CIRC JPB DB

RPC XIX Z Z

12012

TD PEKIN 5051

LE 28 DECEMBRE 1989

ROUTINE
CHIFFRE
NB : FT
AD DIPLOMATIE 5051
TXT

OBJET : DECLARATIONS DU PREMIER MINISTRE LI PENG.

S'EXPRIMANT DEVANT LE CONSEIL D'ETAT LE 27 DECEMBRE, LE PREMIER MINISTRE, M. LI PENG, A TRACE UN BREF BILAN DE L'ANNEE ECOULEE ET BROSSE A GRANDS TRAIT LES ORIENTATIONS RETENUES POUR 1990.

PARTI LES EVENEMENTS SAILLANTS DE 1989, LE PREMIER MINISTRE A RELEVÉ, DANS CET ORDRE, LES SUCCES DE LA POLITIQUE DE 'RECTIFICATION' ECONOMIQUE ET L'ECRASUREMENT DE LA PRETENDUE 'REBELLION CONTRE-REVOLUTIONNAIRE'.

DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE, DES RESULTATS POSITIFS ONT ETE ATTEINTS : L'INFLATION BAISSAIT LEGEREMENT, LA RECOLTE ETAIT BONNE, L'ECONOMIE TOUTE ENTIERE SE DEVELOPPAIT DANS UN SENS FAVORABLE. LA POLITIQUE SUIVIE SE REVELAIT CORRECTE. ELLE SERAIT DONC POURSUIVIE.

EN 1990, L'ECONOMIE NATIONALE DEVRAIT MAINTENIR UN RYTHME DE DEVELOPPEMENT APPROPRIE (LES DERNIERES DECLARATIONS OFFICIELLES FONT MENTION D'UNE CROISSANCE DE 5 A 6%). EN MATIERE AGRICOLE, L'ENTHOUSIASME PAYSAN, GENERATEUR DE RECOLTES ABONDANTES, DEVAIT ETRE CULTIVE. POUR LE RESTE, LA RESTRICTION DES CREDITS, LA LIMITATION DE LA DEMANDE ET LES CONTROLES MACROECONOMIQUES SERAIENT MAINTENUS ET RENFORCES.

LES ELEMENTS DE LA REFORME ECONOMIQUE (RESPONSABILITE DANS LES CAMPAGNES, CONTRATS POUR LES ENTREPRISES, SECTEUR PRIVE, ZONES COTIERES ET ZONES ECONOMIQUES SPECIALES) ONT ETE RAPPELES ET LEUR MISE EN OEUVRE CONFIRMEE. LA POLITIQUE D'OUVERTURE A ETE UNE NOUVELLE FOIS AFFIRMEE.

EN REVANCHE LES ASPECTS DE POLITIQUE INTERIEURE PARRAISSENT PRESQU'ESCAMOTES. EN DEUX PHRASES, LE PREMIER MINISTRE A INDIQUE QUE L'ECRASUREMENT DE LA CONTRE-REVOLUTION AVAIT PERMIS DE SAUVEGARDER LA STABILITE DU POUVOIR, DU PARTI, DU SOCIALISME ET DU PAYS. C'ETAIT DONC UNE MESURE CORRECTE.

ENFIN, SUR LA SITUATION INTERNATIONALE ACTUELLE, M. LI PENG A RAPPELE QUE LA CHINE ADHERAIT A UNE POLITIQUE PACIFIQUE ET INDEPENDANTE. EN CONSEQUENCE, ELLE N'INTERVIENDRAIT PAS DANS LES AFFAIRES INTERIEURES D'AUTRES ETATS ET RESPECTERAIT LES CHOIX DE LEUR PEUPLE.

AU TOTAL, C'EST UN DISCOURS PLUTOT CONVENU QU'AURA PRONONCE LE PREMIER MINISTRE. TOUT AU PLUS PEUT-ON NOTER QUE L'ACCENT EST DESORMAIS MIS SUR LE SEUL 'CHALLENGE' ECONOMIQUE, SANS LES TRADITIONNELLES CONNOTATIONS POLITIQUES QUI L'ACCOMPAGNAIENT. (JPB)281728./.

CHESNEL

Doc. 13. 5 novembre 1989. Dépêche de l'ambassade : « Rapport de mission à Xiamen. Situation politique d'une zone économique spéciale »

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN
CHINE

Pékin, le 05 Novembre 1989

N° 2108 AS

Charles MALO
Ambassadeur de France en Chine
à
Son Excellence Monsieur Roland DUMAS
Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères
Direction d'Asie et Océanie

A/S: Rapport de mission à Xiamen (Fujian).
Situation politique d'une Zone Economique Spéciale cinq
mois après le "printemps de Pékin".

Créée en 1980, la Zone Economique Spéciale de Xiamen est l'une des plus grandes de Chine : outre la ville elle même, elle s'étend sur un territoire de 1516 km² (une fois et demi la superficie de Hong Kong) et compte plus d'un million d'habitants. Elle a dégagé, en 1988, une production brute de 4,8 milliards de Yuan (un peu moins de un cinquième de la production brute du Fujian) dont 1,8 milliard à l'exportation (plus du tiers du montant total des exportations de la province).

Située sur l'étroite bande côtière, zone économique "utile" de la province, "fenêtre ouverte sur le monde" grâce à la politique centrale "d'ouverture et de modernisation", la ville est délibérément extravertie, tournée vers les marchés asiatiques et surtout Taiwan, à 100 km de ses côtes.

Débouché d'un hinterland montagneux et déshérité, longtemps port d'exil, Xiamen tente, également, de gérer au mieux l'important capital, de sympathie et de dollars, des "compatriotes" de Hong Kong, Taiwan ou Singapour, de souche et de langue Minnan (sud Fujian).

A la veille du cinquième plénum du Comité Central, axé sur les problèmes économiques, il n'est probablement pas innocent que la ville concède une aussi large place aux questions idéologiques alors qu'elle aura à défendre les privilèges généreusement octroyés par le Centre depuis dix ans.

Doc. 14. 26 juillet 1991. Télégramme de l'ambassade : « La Chine unifiée existe-t-elle encore ? »

TD PEKIN 2557

26/07/91 18H11 - 10152

DIFFUSION RESTREINTE	CIRCULATION
AMBASSADEUR MC CIRCULATION C.CHARPY	RPC XIX 1

TD PEKIN 2557

LE 26 JUILLET 1991
 PKIN LE 26/07/91 A 18H11

IMMEDIAT
 CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE
 NB: FICHE TELEGRAPHIQUE
 AD DIPLOMATIE 2557
 TXT

OBJET: CONTRIBUTION AU PANDA2 : CHINE : LE CENTRE ET LES PROVINCES (1/2)

LA CHINE UNIFIEE EXISTE-T-ELLE ENCORE ?

CETTE INTERROGATION QUE L'ON POUVAIT DEJA FORMULER POUR L'UNION SOVIETIQUE IL Y A DIX ANS ACQUIERT PEU A PEU LA MEME ACTUALITE POUR LA CHINE DES ANNEES 1990.

ALORS QUE TOUTE LA POLITIQUE MENEES PAR LE PRESIDENT MAO AVAIT CONSISTE A ASSURER UN DEVELOPPEMENT AU MEME RYTHME DES DIFFERENTES PROVINCES CHINOISES, PAR LE BIAIS D'UN CENTRALISME EXTREME ET DE PONCTIONS FINANCIERES FORTES SUR LES REGIONS LES PLUS RICHES COMME SHANGHAI, LE PARI DE DENG XIAOPING, CONSCIENT DES RESULTATS DESASTREUX DE LA STRATEGIE MAO STE, A ETE DE LIBERER LES PROVINCES DES NOMBREUSES CONTRAINTES QUI PESAIENT SUR LEUR DEVELOPPEMENT EN DECENTRALISANT SUR LES ECHELONS LOCAUX NOMBRE DE RESPONSABILITES ECONOMIQUES.

DOUZE ANNEES APRES LE DEBUT DES REFORMES, LES EFFETS DE LA POLITIQUE DE DECENTRALISATION, INDENIABLES MAIS NON SANS EFFETS PERVERS AUX PLANS POLITIQUE ET ECONOMIQUE, METTENT EN QUESTION LA CAPACITE DU GOUVERNEMENT CENTRAL A DIRIGER LA CHINE DE L'AN 2000.

1 UNE POLITIQUE ACTIVE DE DECENTRALISATION QUI A PERMIS LE DECOLLAGE ECONOMIQUE DE LA CHINE

TOURNANT LE DOS A LA POLITIQUE D'UNIFORMISATION ET D'EGALITARISME, LA STRATEGIE DE DENG XIAOPING A CONSISTE A DONNER AUX PROVINCES, VOIRE AUX MUNICIPALITES ET AUX DISTRICTS, DES POUVOIRS ETENDUS ET A ACCORDER A CERTAINES ZONES DES PRIVILEGES PARTICULIERS POUR S'OUVRIR AU MONDE EXTERIEUR.

AUTREFOIS ETROITEMENT SOUMISES AUX DIRECTIVES DU PLAN CENTRAL, LES PROVINCES ONT, PEU A PEU, ACQUIS UNE PLUS GRANDE AUTONOMIE DANS LA DEFINITION DE LEURS INVESTISSEMENTS : DESORMAIS, EN DE A D'UN CERTAIN SEUIL, VARIABLE SELON LES NIVEAUX DE COLLECTIVITES ET LES REGIONS, LES COLLECTIVITES TERRITORIALES SONT LIBRES DE DECIDER ET DE MENER A BIEN LEURS INVESTISSEMENTS.

DE MEME, LES PROVINCES SE SONT VU RECONNAITRE, AU MOINS POUR CERTAINES D'ENTRE ELLES, UNE PLUS GRANDE LATITUDE DANS LEURS RELATIONS AVEC L'ETRANGER : POSSIBILITE, DANS CERTAINES LIMITES, D'ORGANISER SON COMMERCE INTERNATIONAL, DROIT DE CONSERVER UNE PART DES DEVEISES AINSI ACQUISES, CAPACITE A ATTIRER LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS ET, JUSQU'A UN CERTAIN SEUIL, A TRAITER DIRECTEMENT AVEC LES APORTEURS DE FONDS ETRANGERS.

AUTANT QUE CES NOUVELLES LIBERTES RECONNUES AUX PROVINCES, C'EST, SANS NUL DOUTE LA RUPTURE DU MODELE TRADITIONNEL D'UNIFORMITE QUI A ENTRAINE LES CHANGEMENTS LES PLUS PROFONDS DANS LA CHINE DES DIX DERNIERES ANNEES : CE QUI EST VALABLE POUR LE GUANGDONG ET LE FUJIAN NE L'EST PLUS DESORMAIS POUR LE GANSU OU LE XINJIANG. LA DIVERSITE DES CHINE EST RECONNUE PAR LES DIRIGEANTS CENTRAUX ET EST PRISE EN COMPTE COMME ELEMENT FONDAMENTAL DE LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DU PAYS.

PARTICULIEREMENT SYMBOLIQUE DE CE TOURNANT, LA CREATION DES ZONES ECONOMIQUES SPECIALES (SHENZHEN, SHANTOU, ZHUHAI, XIAMEN, PUIS HAINAN), MARQUE, POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS LA CREATION DE LA CHINE POPULAIRE, LA PRISE EN COMPTE DES REALITES DE LA GEOGRAPHIE ECONOMIQUE : DESORMAIS LE GOUVERNEMENT CENTRAL EST CONSCIENT QU'ON NE PEUT ASSURER LE DEVELOPPEMENT DE LA CHINE PROFONDE AU MEME RYTHME QUE CELUI DES ZONES COTIERES SITUEES A QUELQUES ENCABLURES A PEINE DES PAYS LES PLUS DYNAMIQUES D'ASIE.

IL S'AGISSAIT, DANS L'ESPRIT DES PERES DE LA REFORME AUTANT D'INSTAURER DES 'ZONES-TAMPON', SORTE DE PALIER DE DECOMPRESSION ENTRE LA CHINE CONTINENTALE ET LES 'PROVINCES PERDUES' DE HONG KONG, MACAO ET TA WAN, QUE DE FAVORISER, MAIS A DOSE EXPERIMENTALE ET PARTICULIEREMENT CONTROLEE, UNE OUVERTURE VERS LE MONDE EXTERIEUR ET L'ECONOMIE CAPITALISTE.

SUCCES INDENIABLE DE LA POLITIQUE DE DENG XIAOPING, COMME EN TEMOIGNENT LEUR CROISSANCE INDUSTRIELLE RAPIDE ET L'EDIFICATION, A UN RYTHME ACCELERE, D'INFRASTRUCTURES URBAINES ET INDUSTRIELLES, LES ZES DEMEURENT CERTES UNE ENCLAVE, DERISOIRE PAR LA TAILLE, DANS L'IMMENSITE CHINOISE ET LEUR REUSSITE RESTE ETROITEMENT LIEE A LA PROXIMITE DE HONG KONG (DONT ELLES CONSTITUENT L'HINTERLAND INDUSTRIEL A FAIBLE COUT DE LA MAIN D'OEUVRE), AUTANT QU'AU CARACTERE RESTREINT ET CLOS DE L'EXPERIENCE. MAIS, QUELLES QU'EN SOIENT LES LIMITES, LA POLITIQUE DES ZONES A MARQUE LE FIN DU MODELE TRADITIONNEL D'UNE CHINE MARCHANT PARTOUT AU MEME PAS.

RIEN NE GARANTIT POUR AUTANT QUE LE PARI ORIGINAL DEVELOPPER LA CHINE TOUT ENTIERE PAR LA DIFFUSION PROGRESSIVE DES RICHESSES CREEES ET DES SOUPLESSES NOUVELLES ACCORDEES DANS LES ZONES - PUISSE ETRE ATTEINT CAR IL SUPPOSE UNE POLITIQUE D'ACCOMPAGNEMENT DE L'ETAT AUTANT QU'UN DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATION INTER-REGIONALE. OR, DEPOURVU DE MOYENS FINANCIERS, L'ETAT CENTRAL VOIT SON ROLE ET SA PLACE DE PLUS EN PLUS FORTEMENT CONTESTES PAR LES NOUVEAUX POUVOIRS REGIONAUX . LES PROVINCES, CONCENTREES SUR LEUR SEUL DEVELOPPEMENT, N'ACCORDENT QU'UNE PRIORITE RESTREINTE A LA COOPERATION REGIONALE, SAUF QUAND IL S'AGIT DE S'OPPOSER COLLECTIVEMENT AUX EMPIETEMENTS DU CENTRE. (A SUIVRE).(CC)./.

CLAUDE MARTIN

Doc. 15. 6 novembre 1991. Télégramme de l'ambassade : « IX^e commission mixte franco-chinoise »

TD PEKIN 4039

06/11/91 18H57 - 16486

DIFFUSION RESTREINTE	CIRC
AMBA MC CIRC PEE	FR III 1
19307	

TD PEKIN 4039

LE 6 NOVEMBRE 1991
PKIN LE 06/11/91 A 18H57

URGENT
CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE
NB: FICHE TELEGRAPHIQUE
AD DIPLOMATIE 4039
TXT

CQ DREE 1699

OBJET : IXEME COMMISSION MIXTE FRANCO-CHINOISE. (1/2)

JE ME REFERE A MON TD NR 4012.

J'ADRESSE, CI-APRES, AU DEPARTEMENT UNE NOTE DU CONSEILLER COMMERCIAL POUR LA PREPARATION DE LA IXEME COMMISSION MIXTE ECONOMIQUE ET COMMERCIALE FRANCO-CHINOISE.

DEBUT DE CITATION

ALORS QU'UN ACCORD EST DESORMAIS INTERVENU SUR LA DATE DE LA IXEME COMMISSION MIXTE QUI SE TIENDRA A PEKIN LES 17 ET 18 DECEMBRE 91 (CF. TD PEKIN NO 3856 DU 24 OCTOBRE 1991), IL EST OPPORTUN DE RAPPELER LE CONTEXTE ET LES ENJEUX DE CETTE REUNION.

-1- LA TENUE DE LA COMMISSION MIXTE AVEC LA FRANCE MARQUERA L'ABOUTISSEMENT D'UNE SERIE DE RENCONTRES AVEC LES PRINCIPAUX PARTENAIRES EUROPEENS DE LA CHINE.

A/ QU'IL S'AGISSE DES PAYS-BAS, DE L'ESPAGNE, DE LA RFA, DE LA BELGIQUE OU, PLUS RECEMMENT, DE L'ITALIE, LA PLUPART DES PAYS EUROPEENS AURONT RENOUVE, AU COURS DE CETTE ANNEE, UN DIALOGUE BILATERAL A HAUT NIVEAU SUR LA COOPERATION ECONOMIQUE ET COMMERCIALE. LES COMMISSIONS MIXTES PREVUES PAR LES ACCORDS OU LES GROUPES DE TRAVAIL COMPETENTS POUR DISCUTUER DES RELATIONS FINANCIERES PRIVILEGIEES ONT AINSI ETE FORMELLEMENT REUNIS, LE PLUS SOUVENT A PEKIN.

LA PRESSE LOCALE DE LANGUE ANGLAISE A MULTIPLIE, CES DERNIERS JOURS, LES ARTICLES FAISANT ETAT DES ACCORDS NOUVEAUX DE COOPERATION FINANCIERE INTERVENUS AVEC LA PARTIE CHINOISE (RFA, ITALIE, ESPAGNE, FINLANDE,...).

B/ IL NE FAIT PAS DE DOUTE, DANS CE CONTEXTE, QUE LA COMMISSION MIXTE AVEC LA FRANCE SERA INTERPRETEE ET PRESENTEE A L'OPINION PUBLIQUE COMME UN EVENEMENT MAJEUR, ET DECISIF SANS DOUTE MARQUANT LA ''NORMALISATION'' DES RELATIONS AVEC LES PAYS EUROPEENS A LAQUELLE S'EMPLOYAIENT, DEPUIS PLUSIEURS MOIS, LES PRINCIPAUX RESPONSABLES DU GOUVERNEMENT CHINOIS.

-2- ENVISAGEE COMME UN SIMPLE EXERCICE DE ''NORMALISATION'' PAR LA PARTIE CHINOISE, LA RENCONTRE DU MOIS DE DECEMBRE NOUS FOURNIRA L'OCCASION DE SOULIGNER LES GRAVES DIFFICULTES QUE RENCONTRE NOTRE COMMERCE AVEC LA CHINE.

A/ LA VISITE DE M. STRAUSS-KAHN ===LA SIXIEME VISITE MINISTERIELLE DEPUIS LA VENUE A PEKIN, EN JANVIER DERNIER, DE SON PREDECESSEUR=== CONFORTERA NOS INTERLOCUTEURS DANS LEUR DESIR D'OUVRIRE, APRES TROIS ANNEES D'INTERRUPTION, LE DIALOGUE SUR DES SUJETS TRES DIVERSIFIES : COMMERCE, COOPERATION ECONOMIQUE ET INDUSTRIELLE, INVESTISSEMENTS FRANCAIS EN CHINE...

SUR TOUS CES POINTS, LA PARTIE CHINOISE AVANCERA LES ARGUMENTS QUI LUI SONT MAINTENANT TRADITIONNELS :

- PROGRESSION DE SES IMPORTATIONS (+ 11 POUR CENT PAR RAPPORT AUX DIX PREMIERS MOIS

DE 1990).

- GIGANTESQUES PROJETS D'INVESTISSEMENTS (260 MILLIARDS DE DOLLARS AMERICAINS) A REALISER AU COURS DU 8EME PLAN, AVEC LE CONCOURS DES TECHNOLOGIES ET EQUIPEMENTS INDUSTRIELS *ETRANGERS.

- UTILISATION DES DEVICES PROCUREES PAR LES EXPORTATIONS POUR ACCROITRE LES ACHATS AUPRES DE L'ETRANGER.

ELLE NE MANQUERA PAS, EN OUTRE, DE RAPPELER QUE S'OUVRENT DES PERSPECTIVES TOUT-A-FAIT ATTRAYANTES POUR LA COOPERATION FINANCIERE PRIVILEGIEE DE GOUVERNEMENT A GOUVERNEMENT, DONT LES CREDITS PEUVENT CONTINUER A S'INVESTIR SUR DES SECTEURS HAUTEMENT PRIORITAIRES ET POUR LESQUELS L'INDUSTRIE FRANCAISE DISPOSE D'ATOUTS INCONTESTABLES : ENERGIE, TRANSPORTS, TELECOMMUNICATIONS, MATIERES PREMIERES DE LA CHIMIE ET DE LA METALLURGIE...

EN UN MOT, LES PROBLEMES DE FOND ===LES OBSTACLES AUX IMPORTATIONS=== SERONT, PAR CE BIAIS, ELUDES PAR NOS INTERLOCUTEURS QUI REPONDRONT SANS DOUTE QUE LE MANQUE DE DYNAMISME DES OPERATEURS FRANCAIS PERMET CERTAINEMENT D'EXPLIQUER EN GRANDE PARTIE LES FAIBLESSES CONSTATEES EN MATIERE DE PENETRATION DU MARCHE CHINOIS, D'INVESTISSEMENTS OU DE COOPERATION INDUSTRIELLE.

B/ CEPENDANT, CE SONT TOUS LES PARTENAIRES DE LA CHINE QUI SONT AUJOURD'HUI VICTIMES DE SON EXPANSIONNISME COMMERCIAL, ALORS QU'ILS PATISSENT SIMULTANEMENT DE L'INSUFFISANTE OUVERTURE DE SON MARCHE.

L'EVOLUTION DES DEFICITS COMMERCIAUX ILLUSTRE CETTE SITUATION POUR LES PRINCIPAUX PARTENAIRES SUIVANTS :

- LES ETATS-UNIS ACCUSERONT FIN 1991 UN DEFICIT DE 15 MILLIARDS DE DOLLARS AMERICAINS (10 MILLIARDS EN 1990), SOIT 15 POUR CENT DU DEFICIT COMMERCIAL AMERICAIN.

- LE JAPON AFFICHAIT FIN SEPTEMBRE UN DEFICIT DE 5 MILLIARDS DE DOLLARS AMERICAINS QUI DEVRAIT ATTEINDRE 7 MILLIARDS D'ICI LA FIN DE L'ANNEE.

- L'EUROPE DES DOUZE CONSTATERA PROBABLEMENT UN DEFICIT DE 10 A 12 MILLIARDS DE DOLLARS AMERICAINS EN DECEMBRE PROCHAIN CONTRE 8 MILLIARDS ENVIRON EN 1990. D'APRES LES DONNEES ACTUELLEMENT DISPONIBLES POUR L'ANNEE COURANTE, TOUS LES ETATS MEMBRES SONT DEFICITAIRES A L'EGARD DE LA CHINE. DE FAIT, ALORS QUE RIEN NE GENE VERITABLEMENT LA MONTEE EN PUISSANCE DES EXPORTATIONS CHINOISES SUR LES MARCHES EXTERIEURS, FORCE EST DE CONSTATER QUE LES PARTENAIRES EUROPEENS ENREGISTRENT, AU MIEUX, UNE PROGRESSION TRES FAIBLE DE LEURS VENTES VERS LA CHINE MAIS, LE PLUS SOUVENT, UNE STAGNATION, VOIRE UNE REGRESSION. (A SUIVRE). (JMV)./.

CLAUDE MARTIN

Doc. 16. 15 juin 1992. Télégramme de l'ambassade : « Accélération du mouvement de réforme »

TD PEKIN 1967

15/06/92 18H33 - 10554

DIFFUSION RESTREINTE	CIRC <i>RPL XIX 1</i>
AMBA MC CIRC DB	

TD PEKIN 1967

LE 15 JUIN 1992
PKIN LE 15/06/92 A 18H32

URGENT

CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE

NB: FICHE TELEGRAPHIQUE

AD DIPLOMATIE 1967

CQ LONDRES 159

CQ TOKYO 167

CQ FSLT HONG KONG 143

CQ SEOUL 67

CQ FSLT SHANGHAI 160

TXT

CQ BONN 99

CQ MOSCOU 151

CQ WASHINGTON 191

CQ BANGKOK 63

CQ HANOI 56

CQ FSLT CANTON 165

OBJET : ACCELERATION DU MOUVEMENT DE REFORME.

L'OFFENSIVE REFORMISTE LANCEE PAR DENG XIAOPING EN JANVIER DERNIER SEMBLE ETRE ENTREE DANS UNE PHASE DECISIVE.

UN NOUVEAU GRAND COUP A ETE FRAPPE HIER : LA TELEVISION NATIONALE A CONSACRE PRES DE LA MOITIE DE SON BULLETIN D'INFORMATION DU SOIR A LA DIFFUSION D'UN DISCOURS DE JIANG ZEMIN, SECRETAIRE GENERAL DU PARTI, APPELANT TOUS LES RESPONSABLES DU PAYS A S'ENGAGER ''PLUS VITE, PLUS LOIN DANS L'IMITATION DU SYSTEME CAPITALISTE'', A SE DEBARASSER ''DES IDEES PERIMEES ET DES VIEILLES RECETTES INEFFICACES ET A EXPLORER DE FACON PLUS IMAGINATIVE ET PLUS CREATRICE LES VOIES DE LA REFORME ET DE L'OUVERTURE, EN ''EMPRUNTANT A L'OCCIDENT LES METHODES QUI ONT FAIT SON SUCCES'' ET QUI ''CORRESPONDENT AUX NECESSITES ECONOMIQUES'' D'AUJOURD'HUI.

DE FACON A PEINE CONTOURNEE, LE CHEF DU PARTI COMMUNISTE A INVITE SES AUDITEURS, ET LES CENTAINES DE MILLIONS DE TELESPECTATEURS QUI SUIVAIENT SON INTERVENTION, A ACCEPTER L'IDEE QUE L'AVENIR DU SOCIALISME CHINOIS ETAIT DANS UN CAPITALISME GENERALISE, BALAYANT TOUS LES TABOUS, SAUF BIEN ENTENDU CELUI DU MONOPOLE DU POUVOIR POLITIQUE DETENU PAR LE PARTI.

CETTE DECLARATION RETENTISSANTE, QUI AVAIT D'AUTANT PLUS DE POIDS QUE JIANG ZEMIN APPARAISSAIT SUR LES ECRANS EN COMPAGNIE DE QIAO SHI, RESPONSABLE SUPREME DE LA SECURITE (DE MEME QUE DENG, LORS DE SA TOURNEE DANS LE SUD, ETAIT OSTENSIBLEMENT SUIVI ET APPLAUDI PAR YANG SHANGKUN, CHEF DE L'ARMEE), VISE A L'EVIDENCE A EMPORTER LES DERNIERES RESISTANCES BUREAUCRATIQUES D'UN APPAREIL QUELQUE PEU PERTURBE PAR LE GLISSEMENT IDEOLOGIQUE ET LA RAPIDITE DU CHANGEMENT DANS LEQUEL ON VEUT L'ENTRAINER.

DEPUIS LE VOYAGE DU PATRIARCHE DANS LE SUD, LES COUPS DE BOUTOIR SE SUCCEDENT : EN AVRIL, UNE CIRCULAIRE, DITE DOCUMENT NO 2, A TRANSFORME LES APHORISMES RECUEILLIS DE LA BOUCHE MEME DU GRAND HOMME EN AUTANT D'INSTRUCTIONS COMMUNICATOIRES. DENG LUI-MEME EST ALLE A PLUSIEURS REPRISES SUR LE TERRAIN VERIFIER QUE SES PRECEPTES ETAIENT SUIVIS, EFFECTUANT EN PARTICULIER UNE INSPECTION SPECTACULAIRE AUX ACIERIES DE PEKIN. EN MAI, UNE NOUVELLE CIRCULAIRE, DESIGNEE SOUS LE NUMERO QUATRE, EST VENU ELARGIR LA PORTEE DU MOUVEMENT ENGAGE A LA PRESQUE TOTALITE DU TERRITOIRE. LE STATUT DE ZONE SPECIALE, INITIALEMENT RESERVE A QUELQUES LOCALITES DE LA ZONE COTIERE, PUIS ETENDU AVEC DES AMENAGEMENTS A PLUSIEURS GRANDES VILLES DE L'INTERIEUR, EST MAINTENANT OCTROYE AVEC LIBERALITE ET SOUPLESSE A TOUTES LES REGIONS FRONTALIERES ET EN FAIT A TOUTES CELLES QUI DE PRES OU DE LOIN ONT ACCES AU COMMERCE INTERNATIONAL.

LES DERNIERES SEMAINES ONT VU APPARAITRE OU SE DEVELOPPER LES MESURES LES PLUS SURPRENANTES : OUVERTURE AUX CAPITALAUX ETRANGERS DU MARCHÉ IMMOBILIER ET MEME FONCIER, LIBERALISATION DU MARCHÉ DES ANTIQUITES, PREPARATION D'UN PLAN DE

DISTRIBUTION D' ACTIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES D' ETAT DANS LE PUBLIC ET MEME AUX INVESTISSEURS ETRANGERS.

CETTE CASCADE D' INSTRUCTIONS ET DE MESURES CREE, COMME ON POUVAIT S' Y ATTENDRE, UNE GRANDE EFFERVESCENCE DANS LES PROVINCES DONT AUCUNE NE VEUT ETRE EN RESTE DANS LA COURSE AUX INNOVATIONS ET A LA PROSPERITE.

MAIS ELLE SUSCITE AUSSI UNE CRAINTE DIFFUSE DANS LE MONDE OUVRIER, SURTOUT DANS LES GRANDES ENTREPRISES OU L' ON A COMPRIS QUE LA MODERNISATION SIGNIFIAIT DES MILLIONS DE LICENCIEMENTS. DES RUMEURS DE TROUBLES DANS CERTAINS CENTRES INDUSTRIELS (TIENTSIN, WUHAN, NANKIN ET SHENYANG) CIRCULENT DEPUIS QUELQUE TEMPS.

LE MOINS QU' ON PUISSE DIRE EST QUE LE MOUVEMENT N' EN EST PAS POUR AUTANT REMIS EN CAUSE ET QUE LE DEBAT, S' IL EN SUBSISTE ENCORE UN AU SOMMET, EST PLUTOT DE SAVOIR SI, ET COMMENT, ON POURRAIT ENCORE AUGMENTER LE TAUX DE CROISSANCE DU PAYS. AU SEIN DE L' EQUIPE DIRIGEANTE, CERTAINS SEMBLANT CRAINDRE QUE LA MACHINE NE S' EMBALLE. D' AUTRES PENSENT QUE LA POPULATION N' ADHERERA AU MOUVEMENT QUE SI CELUI- CI SE TRADUIT RAPIDEMENT PAR DES CHANGEMENTS VISIBLES. LE SECRETAIRE GENERAL DU PARTI A TRANCHE, BIEN EVIDEMMENT SUR INSTRUCTION DE DENG LUI- MEME, EN FAVEUR DE CEUX QUI VEULENT ALLER VITE, QUELS QU' EN SOIENT LES RISQUES, ESTIMANT QUE LA SURVIE DU REGIME EST A CE PRIX. /.

CLAUDE MARTIN